

LE « SAINT-LAURENCE » DANS LE PORT DE COPENHAGUE
Un « Exodus » qui ne lèvera pas l'ancre

Des Polonais errants

** A Copenhague, pendant dix jours,
Claude Angeli a vécu avec les dernières
personnes déplacées » des pays de l'Est :
des Polonais à qui l'on a fait
découvrir qu'ils étaient juifs*



Deux mille Polonais sont passés par le quai triste et désert de Copenhague. Immobile, une vieille dame regardant l'eau, le Sydhavnen, ce petit morne de Baltique qui vient doucement mourir ici. Elle hoche la tête : « Qui aurait dit que je passe quatre mois de ma vie sur cette eau ? » 7 à l'heure, elle citait Pouchkine. Polonaise juive, elle n'est plus officiellement qu'une vieille dame apatride. C'est son troisième grand départ. En 1939, elle a fui son pays envahi par les Allemands pour se réfugier — comme beaucoup de communistes et de juifs — dans le morceau oriental de Pologne envahi au même moment par l'Armée Rouge. Dès la fin de la guerre, elle est retournée à Varsovie, et elle vient de s'enfuir à nouveau vingt-quatre ans plus tard. Légalement, avec les visas nécessaires, mais en renonçant à sa nationalité. Comme ces onze mille cinq cents Polonais — juifs, ou simplement mariés à un conjoint juif — qui ont dû le faire depuis que l'antisémitisme est un des instruments du combat politique à Varsovie. Et la vieille dame pleure sa Pologne. Comme beaucoup.

Elle est devant le vieux navire échoué à Copenhague un peu par hasard et qui lui a servi de logement depuis quatre mois. Un gros bateau ventru qui vient de perdre sa cargaison d'apartides arrivés de Pologne et qui ne porte plus de drapeau ; un hôtel flottant qui reste à quai depuis deux ans avec ses trois ponts et ses deux tristes cheminées qui ne fumeront plus jamais. Un « Exodus » qui ne lèvera plus l'ancre : le « Saint-Laurence » qui, pendant quelques mois, a joué les ghettos flottants pour ces Polonais errants dont les enfants jouaient au ballon sur les vieux trottoirs.

même : un jour, il y a eu un coup de téléphone anonyme : « Le « Saint-Laurence » va sauter, des Palestiniens ont déposé une bombe. » Évacuation immédiate. La police passe le navire au peigne fin. Rien.

Enfin, peu à peu, on s'installe tant bien que mal dans le provisoire. Il y a les étudiants et les enfants qui s'acclimatent plus vite, les vieux qui recevront la retraite danoise, les fonctionnaires, techniciens, médecins, professeurs, employés, qui espèrent pouvoir se reclasser, les avocats qui savent que ce ne sera pas possible. Tous les matins, leçon de danois : il faut apprendre cette langue un peu dure pour l'oreille. La méthode audio-visuelle est pratiquée au sixième étage de la Radio de Copenhague. Deux images de la Pologne se côtoient à la « récréation » : d'un côté des hommes âgés : intellectuels, employés et quelquefois artisans ; de l'autre, des jeunes qui semblent venir d'une autre Pologne — visages, cheveux, lunettes, gestes, manière d'être, façon de marcher, tout est différent.

Un homme

en colère

Une organisation d'aide sociale, la « Dansk Flygtningehjaelp », en partie financée par l'Etat, a pris les choses en main et réparti les immigrés dans sept centres et vingt-quatre hôtels.

L'accueil de l'organisation est très « scandinave » — hospitalité souriante + charité + organisation —, de loin supérieur à tout ce qui se pratique en France ou même ailleurs. Mais l'organisation a néanmoins connu une crise grave. Il y a deux mois, les conseillers sociaux du « Flygtningehjaelp » démissionnaient. On ne voulait pas les entendre. « L'aide financière ne suffit pas, m'a dit l'un d'eux. Il faut pouvoir connaître chaque cas et avoir le temps de suivre de près chaque famille. Nous étions quatorze et cela n'était pas possible. On nous a refusé le renfort nécessaire et, depuis, quelques personnes bien intentionnées et quelques dames charitables nous remplacent. Ce n'est pas ainsi que l'on facilitera l'intégration des émigrés dans ce pays ».

Cette intégration, tout le monde m'en parle à Copenhague, et particulièrement certains membres de la petite communauté juive — cinq mille à six mille personnes — ~~qui, souvent,~~ n'aiment pas que l'on écrive trop sur ce « problème ».

« L'antisémitisme n'est sans doute pas un danger ici, m'a dit l'un d'eux. Durant l'occupation allemande, la quasi-totalité des juifs ont été sauvés et introduits clandestinement en Suède grâce à l'aide de la population. Mais il ne faut tout de même pas oublier qu'il y a un mot danois qui signifie tout à la fois juif et voler ».

Pour d'autres, comme les responsables de l'Agence juive, l'intégration, c'est le danger. Un obstacle énorme, politique et psychologique, sur le chemin qui devrait — logiquement selon eux — conduire ces Polonais errants jusqu'à Tel-Aviv. Alors on est allé leur parler, leur expliquer Israël, leur projeter des films. En octobre 1969, l'Agence juive a délégué à Copenhague l'un de ses principaux responsables, le général Uzi Norkiss, pour stimuler l'action en faveur du « retour ». Et depuis, Joseph Shein, cheveux rares et gris, sourcils en bataille, gestes saccadés d'un vieux combattant de la cause israélienne, fait de son mieux. Il veut convaincre : « Nous sommes patients et les difficultés ne nous rebutent pas. » Les résultats sont maigres, en effet.

* *« C'est peut-être la
preuve que je ne suis plus polonais
mais ça ne veut
tout de même pas dire que
je sois devenu
un teckel »*



Politikens Press Photo

MICHAL MIRSKI ET SA FEMME
« Stalinién ? Bien sûr, je l'ai été »

Drôle de fin de carrière pour ce « river-boat » construit en 1926, habitué aux eaux claires du Saint-Laurent et aux lents voyages pour riches Américains entre Québec, Trois-Rivières et Montréal. Une remorque fixée à sa proue et beaucoup d'audace : on lui a fait traverser l'Atlantique.

Une sale petite preuve

C'est à son bord qu'a commencé la « vie occidentale » de cette petite colonie d'émigrants. On les avait installés dans les deux cent quatre-vingts cabines avant de leur donner une chambre en ville. Auparavant, à Varsovie, il avait fallu se rendre rue Rakowiecka, à l'ambassade des Pays-Bas, en face du ministère de l'Intérieur, pour demander un visa israélien : c'était la règle humiliante édictée par les autorités, comme s'il y avait eu une loi polonaise stipulant, par exemple, « que les accusés devaient apporter eux-mêmes la preuve de leur culpabilité ». Qu'ils montrent donc leur visa pour Tel-Aviv, qu'ils assument donc leur « sionisme » ceux que l'on dénonce comme tels et qui sont juifs, ceux qui ont perdu leur emploi, ceux qui craignent de le perdre bientôt, ceux que l'on exclut du Parti, ceux qui ont peur de la prochaine réunion de cellule, ceux qui se croient déjà montrés du doigt, ceux qu'on accuse de faire partie du « groupe antisocialiste, composé d'éléments sionistes et trotskistes du Club Babel de la Jeunesse juive » (« Szandar Mlodych », organe de la jeunesse communiste).

Et puis, l'humiliation avait continué : un papier à remplir, un certificat à demander à chaque échelon ; la promesse du visa pour Israël, fournie par l'ambassade hollandaise, ne suffisait pas. Les frontières polonaises ne s'ouvraient pas pour si peu. Il fallait encore remplir des quantités de papiers, attendre, des semaines, des mois, l'autorisation de partir. Et aussi aller faire la queue aux ambassades du Danemark, de Suède, de Suisse ou d'ailleurs afin d'obtenir un « visa pour de bon » car un très petit nombre d'émigrants seulement — 20 % environ — voulaient se rendre en Israël.

Mais il y avait surtout cette petite cérémonie sinistre, ce trait de plume sur le passé, cette signature à porter au bas d'un formulaire destiné au Conseil d'Etat : « Je demande à être déchu de la citoyenneté polonaise. » Dans un café, un des émigrants m'a montré le petit certificat d'apatride remis en échange par la milice. « Tu en parleras de ce papier... », m'a-t-il dit, « Tu vois, ils disent là que je ne suis pas polonais. Moi ! » Et puis, les dents serrées, il a rangé dans sa veste cette sale petite preuve par l'absurde qu'il se sentait bien polonais, juif et communiste. Ce qu'un excellent réalisateur de la télévision polonaise, Marian Marzinski, l'un des habitants du « Saint-Laurence », a traduit brutalement dans une émission destinée aux Danois. « C'est peut-être la preuve que je ne suis plus polonais mais ça ne veut quand même pas dire que je sois devenu un teckel ».

A bord du « Saint-Laurence », dès le début, il était difficile de se sentir à l'aise. Il y avait d'abord cette peur plus ou moins consciente du ghetto, la crainte de rester à jamais des juifs secourus et isolés. Et puis les incertitudes des premiers jours. Que faudrait-il répondre à la police ? Allaient-ils poser des questions d'ordre politique, parler de « date d'adhésion » au Parti, des responsabilités que l'on avait eues dans l'administration ou les organes officiels ? Mais les questions n'ont pas été posées. Les policiers danois se veulent discrets. Les professionnels du « contre-espionnage » aussi, qui voudraient bien savoir si les services polonais n'ont pas profité de cette foule pour parachuter quelques agents à l'Ouest.

Les premiers jours passés, il y avait l'inquiétude du lendemain. Le « logement » est gratuit et les Danois donnent à chacun les moyens de vivre (vingt-quatre couronnes par jour et par adulte — dix-huit francs — et dix-neuf couronnes par enfant). Mais quand obtiendra-t-on un véritable appartement, du travail ? Et quel travail ? Annette, la secrétaire-interprète de vingt-quatre ans qui règne un peu sur la vie quotidienne du bateau, la typique Danoise blonde, fait ce qu'elle peut pour arranger les choses, pour organiser la vie quotidienne. Sur le panneau d'affichage, chaque jour quelques invitations à dîner : des Christensen — les Dupont danois — proposent de recevoir dix ou vingt personnes un soir. Mais les contacts sont toujours difficiles. Car les « Christensen » veulent souvent savoir pourquoi et comment ces Polonais sont venus jusque-là, étonnés parfois de constater qu'ils n'aient pas tous été chassés de leur pays ou de leur travail. « Les gens ne comprennent pas toujours que nous hésitions à donner nos noms, à fournir des détails sur notre vie, mais nous avons laissé des parents en Pologne », explique une jeune femme. Des soirées perdues le plus souvent, et les Polonais le sentent bien en retrouvant leurs cabines du « Saint-Laurence » avec l'amertume de la non-communication.

On se dispute aussi sur le bateau. Avec humour parfois : « Si tu continues, on va t'expulser en Israël ! » Mais pas toujours. On s'affole



* « Je n'avais plus que trois possibilités : mourir et rester à la maison, être battu et entrer en prison ou alors partir »

DANS UNE CABINE
DU « SAINT-LAURENCE »
Un « hôtel » flottant,
à quai depuis deux ans



Busser - Politikens

« la loi du retour » n'a pas tenté grand monde encore : quelques familles seulement. C'est que le terrain n'était guère favorable. Commentaire un émigré : « Nous étions particulièrement tégrés à la vie du pays. Politiquement et socialement. Les pratiquants étaient fort rares, les autres n'étaient pour ainsi dire jamais éduqués à la juive ». C'est à Copenhague que beaucoup entre nous ont entendu parler le yiddish pour la première fois... Et certains veulent encore lire les journaux polonais. »

Les réactions des responsables des organisations sionistes sont assez vives, parfois brutales : Comment peuvent-ils croire, m'a dit l'un d'eux, qu'ils vont pouvoir rester des émigrés polonais ? La vérité, c'est qu'ils ne veulent pas s'identifier aux juifs. Bien sûr on peut les égarer, attendre encore, mais il faut leur renouer une certaine fierté. Et leur parler net, leur faire comprendre qu'ils ne peuvent pas toujours demeurer des citoyens de deuxième zone. Car la plupart, au lieu d'envisager leur installation en Israël, s'interrogent sur leur avenir, choisissent de rester au Danemark ou parlent d'aller au Canada, en France, aux Etats-Unis. »

Accusés par les dirigeants de Varsovie d'être des « sionistes », accusés par certains juifs de Copenhague de ne pas l'être, les Polonais errants ont néanmoins revendiqués « à terme » par les recruteurs de la « loi du retour ». « Pour eux, le problème « temps » n'existe pas », dit Marian Iarzynski, évadé du ghetto de Varsovie à cinq ans et devenu l'un des réalisateurs les plus appréciés du petit écran polonais. « Tu es un Israélien à puissance et ils t'attendent. Ce n'est pas le seul malentendu qui nous guette ici alors que notre départ signifie surtout une critique du socialisme pratiqué en Pologne. »

Plus âgé que Marzinski et issu, lui, de l'appareil communiste, voici Michal Mirski. Un homme colère de 65 ans. Petit, nerveux, l'air rogue quand il parle de ses anciens camarades, dirigeants du P.C. polonais. Et l'air encore bien jeune quand il enfonce les mains dans ses poches et fait les cent pas, le dos bien droit, à la recherche d'un mot anglais oublié. Optimiste aussi, puisqu'il espère pouvoir revenir un jour dans une Pologne « transformée ». Sur la table de sa petite

chambre de l'hôtel Continent, quelques revues empilées. « Je prépare un livre sur le stalinisme », dit Mirski qui s'affirme partisan du printemps tchécoslovaque. Mais il évite un peu les questions gênantes : « Stalinien ? Oui, bien sûr, je l'ai été. Qui ne l'a pas été au moins pendant un temps ? »

Une vie gaspillée

Témoin de tous les malheurs de la Pologne — et pas toujours un témoin passif — Mirski est de ces vieux communistes qui ont additionné les responsabilités clandestines et officielles. Plus quelques honneurs. Près de cinquante années de militantisme. Une vie d'homme pas toujours simple et « beaucoup gaspillée », selon Mirski. A 17 ans, il rejoint un détachement de l'Armée Rouge. C'est alors la guerre civile dans la jeune Union soviétique. La paix signée à Brest-Litovsk, sa province natale devient polonaise. Mirski est instituteur. En 1927, il entre au P.C. polonais clandestin. Dans la Pologne des colonels, cela coûte cher : deux ans au camp de Kartuz-Bereza et une tuberculose. Puis c'est de nouveau la guerre, en septembre 1939. Hitler lance ses Panzers sur Varsovie où Mirski vit sous surveillance policière. A pied, au milieu d'une foule qui compte beaucoup de juifs et de communistes, Mirski rejoint Kowel et sa province, que l'Armée Rouge vient de « rattacher » à l'Union soviétique. Sur la carte, il n'y a désormais plus de Pologne. Deux ans plus tard, nouvel exode : Hitler lance ses armées vers Moscou. Mirski se retrouve à Stalingrad, puis dans l'Oural « inspecteur des écoles primaires ». En 1944, les Polonais sont enfin admis à combattre aux côtés de l'Armée Rouge. Mirski devient lieutenant dans la division polonaise du général Berling.

La paix revenue, le Parti fonde un quotidien en yiddish. Mirski est son premier rédacteur en chef avant de travailler, pendant dix-huit ans, dans la revue théorique du Parti, « Nowy Drog ». Carrière brutalement terminée en mars 1968 : Mirski refuse de voter l'exclusion de trois des membres de l'Union des Ecrivains. Son ré-

dacteur en chef le reçoit : « Avec la position que tu as prise, tu ne peux conserver ton poste. » Plus de travail et plus de carte du Parti. La cellule du « vieux communiste » vote l'exclusion exigée d' « en haut ». « Je n'avais plus dès lors que trois possibilités, explique Mirski, me taire et rester à la maison, me battre et entrer en prison, ou alors partir. »

Le 28 juin 1969, il quitte Varsovie ; il gagne Vienne, Rome, Paris puis Copenhague avec sa femme. A chaque étape, il s'étonne : « Pourquoi les partis communistes occidentaux et les mouvements de gauche demeurent-ils muets ? Ce n'est pas une dégénérescence du système, c'est la banqueroute ! »

Une banqueroute accompagnée d'une saignée dangereuse pour la Pologne. Professeurs, mathématiciens, historiens, journalistes et écrivains (une centaine environ), physiciens, chimistes, économistes, techniciens, fonctionnaires, chirurgiens, cinéastes, limogés, sont poussés à l'émigration.

« A la suédoise »

Des étudiants aussi. Près d'un millier sont en Suède et au Danemark. Souvent leurs parents, trop âgés, ne les ont pas suivis de crainte d'être à leur charge. « Dans ma faculté, au cours des manifestations de mars 1968, m'a dit l'un d'eux rencontré à Stockholm, les étudiants nous disaient : « Ne restez pas avec nous pour occuper l'immeuble. Rentrez chez vous. Nous ne sommes pas juifs, nous risquons moins que vous. » Ils n'avaient pas tort. Quelques jours plus tard, Gomulka et le Parti accusaient les « sionistes » d'être responsables de la rébellion étudiante. Histoire de cacher — sous cette fable d'un petit groupe « sioniste » responsable — le fait que des milliers d'étudiants s'étaient mis à protester. »

La petite communauté juive de Stockholm est très active. Le club « Tizeci Wieczor », par exemple, qui promet en vrac aux invités d'une de ses réunions « du vin, des fruits, du pain azime et une discussion avec Joel Harris, étudiant américain, orthodoxe (?), radical de gauche et juif ». Il y a aussi un personnage curieux, efficace et puéril tout à la fois, très connu — mais il ne veut pas que son nom soit mentionné —, dont le magasin, au centre de la ville, est devenu le point de ralliement des Polonais qui ont quelque problème de travail, d'appartenance, de bagages ou de courrier, comme ce jeune de 15 ans, né d'un mariage mixte, mère juive et père colonel dans l'armée polonaise, qui me suit de peu dans l'arrière-boutique.

« Les juifs polonais doivent pouvoir s'intégrer à la vie suédoise. Il ne faut pas qu'ils soient obligés d'aller en Israël », me dit mon commerçant. Démarches auprès du gouvernement, en mars 1968, pour qu'il facilite l'installation des immigrés, correspondance suivie avec l'ambassade à Varsovie et collecte des fonds nécessaires, il a stimulé l'hospitalité suédoise. Résultat : les candidats à l'émigration qui se présentaient à l'ambassade suédoise, rue Bagatela, à Varsovie, savaient qu'ils pouvaient écrire, téléphoner et même demander les devises nécessaires pour payer un « aller » jusqu'à Stockholm.

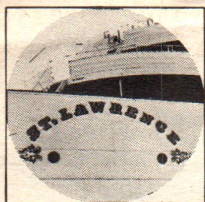
Mais il y a eu, en Suède, d'autres initiatives plus officielles :

● Un petit livre distribué aux Polonais et rédigé



MARIAN MARZINSKI
« Tu es un Israélien »
en puissance »

Politikens Press Photo



* *L'anti-sémitisme n'est, en Pologne, que l'une des méthodes utilisées par les différents clans qui se disputent le pouvoir*

« à la suédoise », sur papier glacé. « Les immigrants, y lit-on entre autres, ne peuvent se faire valoir dans leur travail tant qu'ils ne parlent pas le suédois. [...] Au bout de sept ans, on peut acquérir la citoyenneté suédoise. [...] Les rapports sexuels avant le mariage sont fréquents, mais les intéressés ont souvent l'intention de contracter mariage. [...] L'adhésion au syndicat est facultative mais elle est considérée comme un geste de solidarité par les salariés et recommandée par les employeurs ».

• Dès son arrivée, l'immigrant recevait cent vingt-cinq couronnes (134 francs) de la congrégation juive. Ensuite l'Etat accordait une chambre gratuite et une allocation journalière (18 couronnes) pendant les six mois passés à apprendre le suédois.

• L'Etat a créé une nouvelle profession dans son administration et dans les entreprises nationalisées : celle d'archiviste, qui ne correspond souvent à aucun besoin précis, et qui est réservée aux personnes âgées ou à celles dont le reclassement est impossible ailleurs. Le résultat, s'il part d'un bon sentiment, est un peu affligeant : cinq cents à six cents personnes, dont quelques avocats de Varsovie, classent des archives inutiles.

On compte les juifs

Aujourd'hui, c'est la fin de l'exode ou de sa première partie. Seuls, quelques émigrants se présentent encore chaque semaine aux frontières polonaises. Le pays ne compte plus maintenant que dix mille à douze mille « citoyens d'origine juive » — il est difficile d'indiquer un chiffre précis. Restent encore à Varsovie, Cracovie ou ailleurs ceux qui ont choisi de subir la situation présente ou de s'en accommoder ; ceux qui pensent qu'il s'agit encore d'un mauvais moment à passer et que la Pologne sortira de cette nouvelle impasse ; ceux dont le ressort est brisé, et qui sont trop vieux pour tenter aujourd'hui un nouveau départ ; ceux enfin qui refusent obstinément de renoncer au titre de Polonais et n'accepteraient de partir que munis d'un passeport officiel en règle. Derniers témoins d'un antisémitisme en forme de diversion politique.

Car elle est trop simpliste l'explication fondée sur « l'antisémitisme endémique des Polonais » ou la référence à la malédiction permanente. A la limite, on pourrait même dire qu'il n'y a pas de « problème juif » en Pologne. L'antisémitisme n'est que l'une des méthodes de pouvoir utilisées par les clans qui se disputent le gouvernement de la Pologne (1).

Ce n'est pas la première fois que la vieille maladie honteuse prend là-bas des proportions inquiétantes, depuis la fin de la guerre. Après les exterminations nazies, la communauté juive avait presque totalement disparu. Trois millions quatre cent mille morts et cent mille survivants. D'Union soviétique rentraient alors, il est vrai, trois à quatre cent mille juifs polonais, mais Varsovie n'était souvent qu'une étape sur le chemin de Tel-Aviv, Québec, New York ou Melbourne. Au printemps de 1946, un pogrom à Kielce, dans la Pologne centrale, favorisait même

Suite page 61. —————>

(1) Il ne m'a pas été possible de mener une enquête en Pologne et donc de rencontrer certains dirigeants polonais. Le visa d'entrée en Pologne m'a été refusé.



* Après
« l'Octobre
polonais »,
l'anti-
sémitisme
populaire
commence à
s'exprimer
un peu plus
ouvertement

peut-être cet exode : cinquante juifs étaient massacrés en deux jours sans que la police ou l'armée intervienne (2). On prit néanmoins des sanctions et la presse communiste veilla à dénoncer avec violence, et régulièrement, l'antisémitisme.

Il ne reste bientôt plus en Pologne, quelques années après la fin de la guerre, que 70 000 à 80 000 « citoyens d'origine juive ». Mais l'anticommunisme d'une partie de la population prend, avec parfois l'encouragement du clergé, des couleurs d'antisémitisme. On dit alors : « *Nous sommes gouvernés par les juifs ; ils travaillent pour les Russes ; ils ont emprisonné le cardinal Wyszynski ; ils ont collectivisé les terres* » (3). On fait le compte des juifs qui occupent des postes élevés. Au bureau politique du Parti surtout, où règnent Jacob Berman, Hilary Minc et Roman Zambrowski, responsables des questions idéologiques, de l'économie et des cadres ; dans les divers organismes du Parti, dans la presse et aussi dans l'industrie. Dans l'« U.B. » enfin, la police politique, où tous les responsables importants — sauf le ministère de l'Intérieur — sont juifs. « *Machiavélisme de Staline* », selon certains. « *Pragmatisme* », affirment d'autres avec sans doute plus de raison. « *Le Parti avait besoin dans sa police de communistes qui n'auraient aucune complaisance envers l'opposition nationaliste, généralement antisémite* ».

Les rues

de « Gomulkovo »

Mais les comptes en la matière ont quelque chose d'odieux : ils sont toujours truqués. A dire vrai, la petite communauté juive était à ce point intégrée à la vie polonaise qu'on la trouvait toujours normalement répartie dans les différents courants politiques. Chez les antistaliniens, les staliniens, les libéraux, les sionistes, les opportunistes ou les apolitiques. A preuve l'« Octobre polonais », quand il s'agit de soutenir Gomulka qui prend la tête du Parti avec un programme de « *communisme libéral* » : la communauté juive n'est pas moins favorable à cette évolution que le reste de la population.

Mais, tandis qu'à Budapest l'insurrection hongroise est écrasée par l'Armée Rouge et qu'à Varsovie l'« Octobre polonais » ne tient pas ses promesses, l'antisémitisme « populaire » commence à s'exprimer un peu plus ouvertement. Déçus par onze ans de socialisme, inquiets de voir apparaître une nouvelle ère « stalinienne » ou simplement soucieux de profiter de l'ouverture provisoire des frontières, quarante mille juifs polonais émigrent. Certains retourneront par la suite passer leurs vacances en Pologne : ils habitent, à Tel-Aviv, ces rues où l'on parle tant le polonais que les Israéliens ont donné au quartier le nom de « *Gomulkovo* ».

La lutte pour le pouvoir commence bientôt

Suite page 63. —————>

(2) Selon plusieurs sources, le chef de la police du département de Kielce était à l'époque l'actuel général Moczar. Après le pogrom, il aurait été déplacé.

(3) 55 % des trente-deux millions de Polonais vivent dans les villes. A la suite de la guerre, l'immense majorité de cette population urbaine est d'origine rurale, c'est-à-dire imprégnée de religiosité conservatrice. Au point que certains Polonais se nomment eux-mêmes « les fous de Dieu ».



* *Après
la guerre de
Six-Jours
on dit
à Varsovie:
« Voilà nos
juifs
qui battent
les Russes »*

entre les fidèles de Gomulka et le groupe des « partisans ». Ceux-ci veulent prendre la relève et piaffent d'impatience. Pour la plupart, ils ont combattu dans les organisations de résistance polonaises et ne sont pas revenus en 1944 à Varsovie, comme ils le reprochent aux autres dirigeants communistes, dans les « fourgons de l'Armée Rouge ». Leur communisme est très nationaliste, souvent antirusse même, toujours autoritaire — ils préconisent la manière forte à l'égard des intellectuels — et, plus ou moins ouvertement, antisémite. Les « Partisans » prêchent la « polonisation » des organisations nationales.

Leurs chefs de file sont le général Moczar, ministre de l'Intérieur en 1962, et Ryszard Strzelecki, devenu membre du bureau politique et du secrétariat du Parti. Et l'action des « Partisans » paie. L'influence du groupe se développe dans la presse, dans l'appareil communiste, parmi les jeunes cadres du Parti et de l'industrie, qui constatent la stagnation de l'économie et l'incapacité de la majorité des dirigeants du pays. Le général Moczar prend la tête de l'organisation des anciens combattants « Zwobid » et fait entrer des hommes dévoués dans la police politique. On parle même bientôt d'une « section des affaires sionistes » au ministère de l'Intérieur et d'un « fichier bleu » qui rassemblerait les noms de trente mille « juifs ou assimilés ».

Arrive la guerre de Six-Jours. Comme les Arabes ont le soutien de l'U.R.S.S., la majorité des Polonais applaudit la victoire israélienne. Une plaisanterie fait alors le tour de Varsovie, en souvenir des Polonais émigrés en Israël : « Voilà nos juifs qui battent les Russes ! » Mais le gouvernement ne peut admettre une telle preuve d'antisoviétisme et il utilise les « sionistes » pour faire diversion. Dans un discours, Gomulka parle d'une « cinquième colonne sioniste » qui saperait les fondements de la « Pologne socialiste ». L'épuration commence dans le Parti, la presse et l'armée. Et les « Partisans » de se réjouir, et de faire occuper par leurs hommes nombre de postes devenus vacants.

« Les sionistes au Siam ! »

En mars 1968, la machine s'affole. A Prague, c'est le « printemps » et le gouvernement s'inquiète de voir les Polonais, et en particulier les étudiants, se passionner pour l'expérience de ce gênant voisin. Une pièce de Mickiewicz, « les Aïeux », est interdite. Chaque soir, au théâtre, le public applaudissait un peu trop fort certaines réparties « patriotiques ». « Démonstrations anti-soviétiques », en concluent les autorités. Résultat : ce sont maintenant les étudiants qui manifestent, tiennent des meetings, protestent, envoient des résolutions au Parti. Chiffres officiels : du 8 au 15 mars, 1 208 personnes sont arrêtées dont 367 étudiants ; 687 sont libérées dont 194 étudiants.

« Parmi les initiateurs et les organisateurs des troubles [...] il y a une grande majorité de citoyens polonais d'origine juive », écrit l'organe du Parti, « Trybuna Ludu ». L'antisémitisme « militant » atteint un niveau inégalé, à la mesure de l'inquiétude que le socialisme tchécoslovaque inspire aux dirigeants polonais. On voit apparaître sur les petits écrans, à l'occasion de meetings télévisés, des pancartes racistes, « Moczki do Palestyny » (« Les petits Moïse en Pales-



* « Il n'y a plus que quinze juifs en Pologne : Jésus, Marie, les douze apôtres et Zofia, la femme de Gomulka »

tine! »). Certaines brandies par des manifestants faisant preuve de conceptions géopolitiques assez discutables : « Syjonisci do Syjamu! » (« Les sionistes au Siam! »). A l'intention de ces derniers, les journalistes reçoivent l'ordre d'expliquer que le sionisme n'a sans doute pas de racines aussi lointaines. D'autres imbéciles en rajoutent : « Madame Golda Meir, j'ai entendu dire que, contre une somme importante, vous acceptez de cacher Martin Bormann, l'adjoint de Hitler. Est-ce vrai? » (« Glos Robotniczy » du 12 mai 1968.)

Mais il y a plus grave. Pour la première fois on « théorise » l'antisémitisme et on justifie la nécessité d'une purge. Gomulka, le 19 mars, dans un discours télévisé, prononcé devant trois mille militants communistes de Varsovie, dénombre trois catégories de juifs et déclare en substance : « L'attitude du Parti doit être dictée par la façon dont ils se définissent eux-mêmes. Il y a ceux qui se considèrent comme sionistes. S'ils veulent aller en Israël, les frontières leur sont ouvertes. Il y en a d'autres qui ne se sentent ni juifs ni Polonais : on ne doit pas leur confier de postes où l'affirmation nationale est indispensable. Il y a enfin le groupe le plus nombreux des citoyens d'origine juive qui se sent parfaitement polonais. Le Parti les apprécie hautement. »

Humour

noir

Mieux encore, avec Andrej Werblan, idéologue du Comité central et l'un des porte-parole du groupe des « Partisans », qui publie « Contribution à la genèse du conflit » dans le numéro de juin 1968 de « Miesiecznik Literacki » : « Il faut reconnaître que la composition nationale du parti communiste polonais (avant la guerre) sur les territoires authentiquement polonais n'était pas normale. » Et de citer des chiffres : 22 à 26 % des membres du Parti étaient d'origine juive alors que la Pologne ne comptait que 9 % de juifs ! Ce qui conduisait, dit Werblan, à « une déformation de la composition ethnique du parti communiste ». Dans la Pologne d'aujourd'hui, il dénonce « une atmosphère politique d'une novicité spécifique [qui] s'est créée dans les institutions où des groupes nombreux de personnes d'origine juive s'étaient concentrés [...] (maisons d'édition, enseignement supérieur) [...] Aucune société ne saurait tolérer une participation excessive d'une minorité nationale à l'élite du pouvoir, notamment dans les organes de la défense nationale, de la sécurité, de la propagande et de la diplomatie ».

Devant les réactions internationales, à la suite d'une telle campagne, le ton baissa : les dirigeants polonais se défendirent de prêcher l'antisémitisme. Mais l'élimination des « sionistes » et « révisionnistes » des postes de responsabilité qu'ils occupaient encore était achevée ou en voie de l'être ; et les frontières maintenues ouvertes à leur intention, tandis que l'humour noir gardait ses droits à Varsovie avec des formules du genre : « Il n'y aura bientôt plus que quinze juifs en Pologne : Jésus, Marie, les douze apôtres et Zofia, la femme de Gomulka. »

A Copenhague, Stockholm, Vienne et aussi Paris, les Polonais errants déposaient leurs bagages. Les dirigeants de Varsovie venaient de fournir l'un des meilleurs arguments aux Israéliens qui veulent à tout prix confondre la critique du sionisme avec l'antisémitisme.